

## Configuration République centrafricaine

La politique nationale et le soutien de la Communauté internationale en matière de pôles de développement

### Contexte

1. La succession de différents régimes politiques a conduit la République centrafricaine vers une situation socio-économique extrêmement fragile. Le Gouvernement actuel doit donc, outre le passif, gérer une trésorerie exsangue et une situation sécuritaire aléatoire. En conséquence, la population, très inégalement répartie sur le territoire, fait face à des problèmes spécifiques en matière de pauvreté, de sécurité et de gouvernance.
2. La pauvreté en RCA se caractérise par une absence d

## Principaux défis pour la mise en œuvre de la politique des pôles de développement

6. Sécurité et Développement: la situation sécuritaire dans le pays est un facteur déclenchant et aggravant du niveau de pauvreté et de la vulnérabilité des populations. A contrario, l'investissement dans le développement est un facteur de limitation de l'insécurité. Celle-ci est présente à des niveaux d'acuité différents selon les zones géographiques, exigeant ainsi une approche zone par zone. Dans la mesure où il existe un lien évident entre développement et sécurité, la mise en œuvre de la politique des pôles de développement nécessite un minimum de stabilité politique dans les régions cibles. Cette stabilité est fortement conditionnée par l'avancement du processus politique, notamment la bonne volonté de toutes les parties prenantes au futur Dialogue Politique Inclusif et la Réforme du Secteur de Sécurité (RSS).

7. Gouvernance et Développement: L'autorité de l'Etat sur l'étendue du territoire centrafricain reste très fragile - quand elle est présente - et fortement liée aux avancées du processus politique en cours. La forte centralisation historique de l'administration centrafricaine et son fonctionnement actuel inefficace sont des freins au développement local. Malgré le fort engagement du Gouvernement pour une démocratie locale et une administration de proximité, les avancés dans la politique de déconcentration et décentralisation restent marginales. L'approche pôles de développement permet d'ancrer cette vision dans des activités concrètes en préparation de la décentralisation et la régionalisation. Par ailleurs, la décentralisation ne pourra être effective que si des actions sont menées parallèlement au niveau central. Il est donc fondamental de continuer de renforcer les capacités de l'Etat à Bangui, de promouvoir la bonne gouvernance et l'Etat de droit, tout en préparant la future administration de proximité et en restaurant le dialogue entre l'Etat et la société civile. Au niveau du secteur privé, les opportunités pour délivrer les services sur l'étendue du territoire existent. Cependant, les interventions sont difficiles à cause du mauvais climat des affaires (180 sur 181 pays dans le Rapport *Doing Business*) et le non respect de l'Etat de droit.

8. Capacités des acteurs et développement : la faiblesse actuelle des partenaires locaux et des collectivités locales et territoriales est évidente. La mise en œuvre de la politique des pôles de développement demande une approche participative qui permette de restaurer le dialogue entre l'Etat et les acteurs de la société civile et qui contribue à un

de développement. Les comités régionaux ont eux pour tâche de faire participer les communautés de base à la mise en œuvre des activités du DSRP et de la politique des pôles de développement. Ainsi, un effort pour la coordination de la mise en œuvre de cette politique est fourni. Au niveau central, le Gouvernement nommera sous peu un point focal pour suivre et dynamiser cette politique.

10.

européenne ne peut couvrir faute de financements suffisants au moment de ce document. Or, la géopolitique de la région impose de s'investir sur l'ensemble du territoire pour ne pas